



ODDO BHF
ASSET MANAGEMENT

COMPTE RENDU DE LA
POLITIQUE
D'ENGAGEMENT
ACTIONNARIAL *2025*

AVRIL 2026

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
PREAMBULE.....	3
01 POLITIQUE DE DIALOGUE & ENGAGEMENT	4
1.1 Démarche et objectifs.....	4
02 DIALOGUES ESG: BILAN ET STATISTIQUES 2025.....	5
2.1 Les sujets abordés au cours de notre dialogue.....	9
03 L'ENGAGEMENT AU SERVICE D'UNE DEMARCHE DE PROGRES	10
3.1 Notre démarche pour les actifs cotés	10
3.2 Engagements individuels pour les actifs cotés	10
3.3 Engagements collaboratifs.....	11
04 POLITIQUE DE VOTE.....	16
4.1 Exercice des droits de vote de l'année 2025	16
4.2 Statistiques globales des votes	16
4.3 Analyse des votes d'opposition.....	18
4.4 Résolutions déposées par des actionnaires (non agréées par le Conseil)	19
4.5 Écart par rapport à la politique de vote	19
4.6 Gestion des conflits d'intérêts.....	20

PREAMBULE

Conformément aux dispositions réglementaires, le présent rapport présente les données quantitatives de la mise en œuvre de la politique d'engagement actionnarial sur la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, concernant les fonds investis dans des actifs cotés uniquement.

Le rapport comprend les statistiques relatives au dialogue et engagement et les résultats de vote aux Assemblées Générales.

01

POLITIQUE DE DIALOGUE & ENGAGEMENT

1.1 DÉMARCHE ET OBJECTIFS

Notre démarche de dialogue et d'engagement auprès des entreprises vise les objectifs suivants:

- Utiliser l'analyse ESG afin de mieux évaluer les risques et opportunités matériels qui émergent dans les secteurs et entreprises dans lesquels ODDO BHF Asset Management a investi ou est susceptible d'investir ;
- Enrichir notre analyse de la qualité du management, sur la base de sa performance passée dans la gestion des enjeux ESG ;
- Proposer des pistes d'amélioration concernant la gestion des thématiques de durabilité matérielles identifiées, afin d'accompagner les entreprises dans le développement de leurs stratégies de durabilité ;
- Influencer la trajectoire des entreprises vers la transition climatique, la transition écologique et la transition juste.
- Exiger des entreprises opérant dans des secteurs fortement émetteurs de carbone qu'elles publient des objectifs de décarbonation selon un scénario 1,5°.
- Exiger des entreprises ayant un impact négatif élevé sur le capital naturel qu'elles publient des politiques et mettent en œuvre des actions pour réduire leur impact.

En plus des rencontres régulières des équipes de gestion avec les entreprises, **ODDO BHF Asset Management a réalisé 78 entretiens** dédiés aux sujets ESG **en 2025**. En complément de ce processus de dialogue régulier, nous menons des actions d'engagement individuel et collaboratif auprès des sociétés dont nous estimons qu'elles présentent des risques et opportunités ESG significatifs ou dont nous aimerions qu'elles s'engagent davantage dans des stratégies durables.

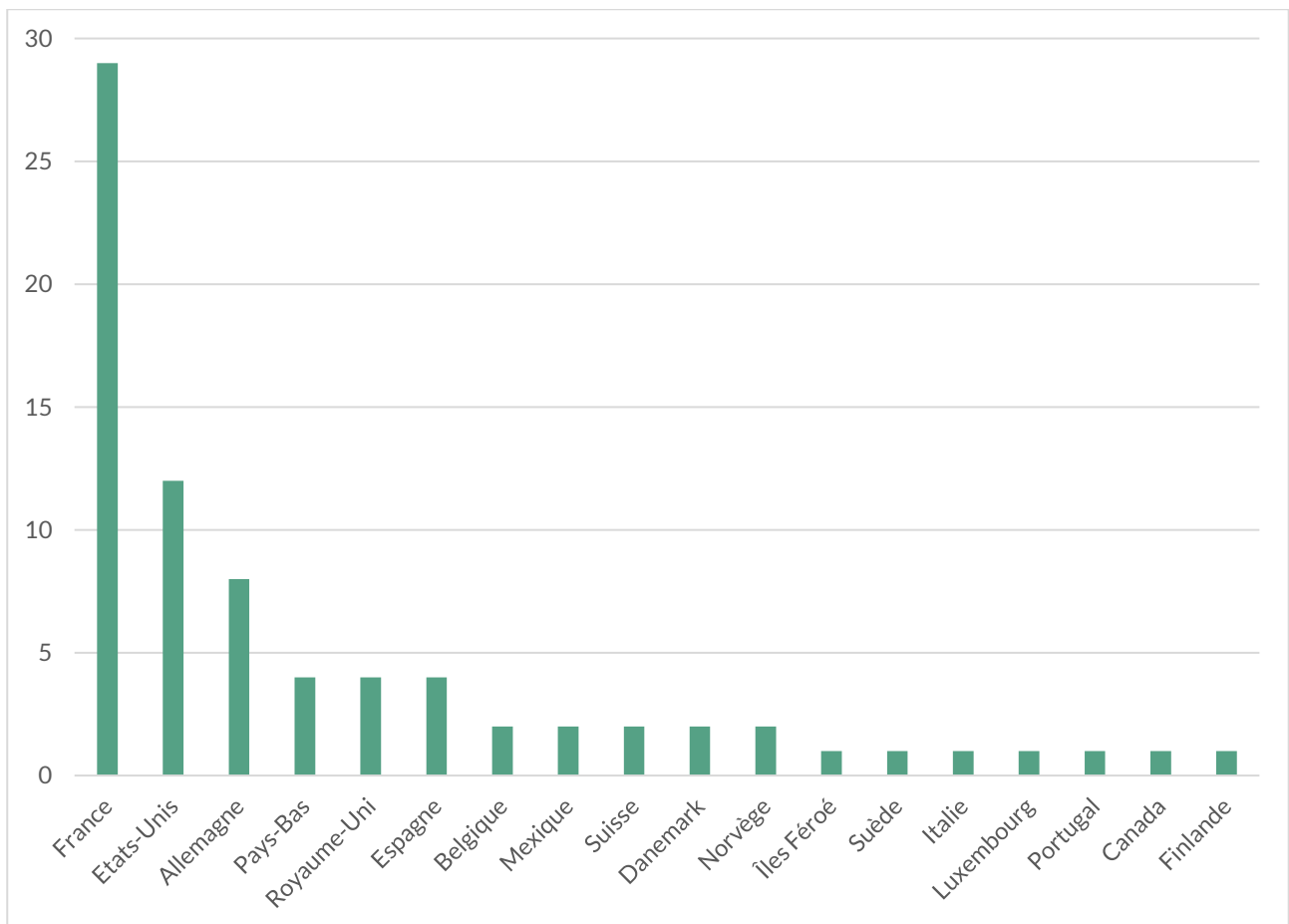
02

DIALOGUES ESG: BILAN ET STATISTIQUES 2025

ODDO BHF Asset Management a mené 78 entretiens sur des sujets ESG avec des entreprises européennes et mondiales en 2025. Ceux-ci ont majoritairement pris la forme de rencontres en face à face ou lors de dialogues collectifs à plusieurs investisseurs avec les responsables du développement durable, des administrateurs et les relations investisseurs des sociétés rencontrées

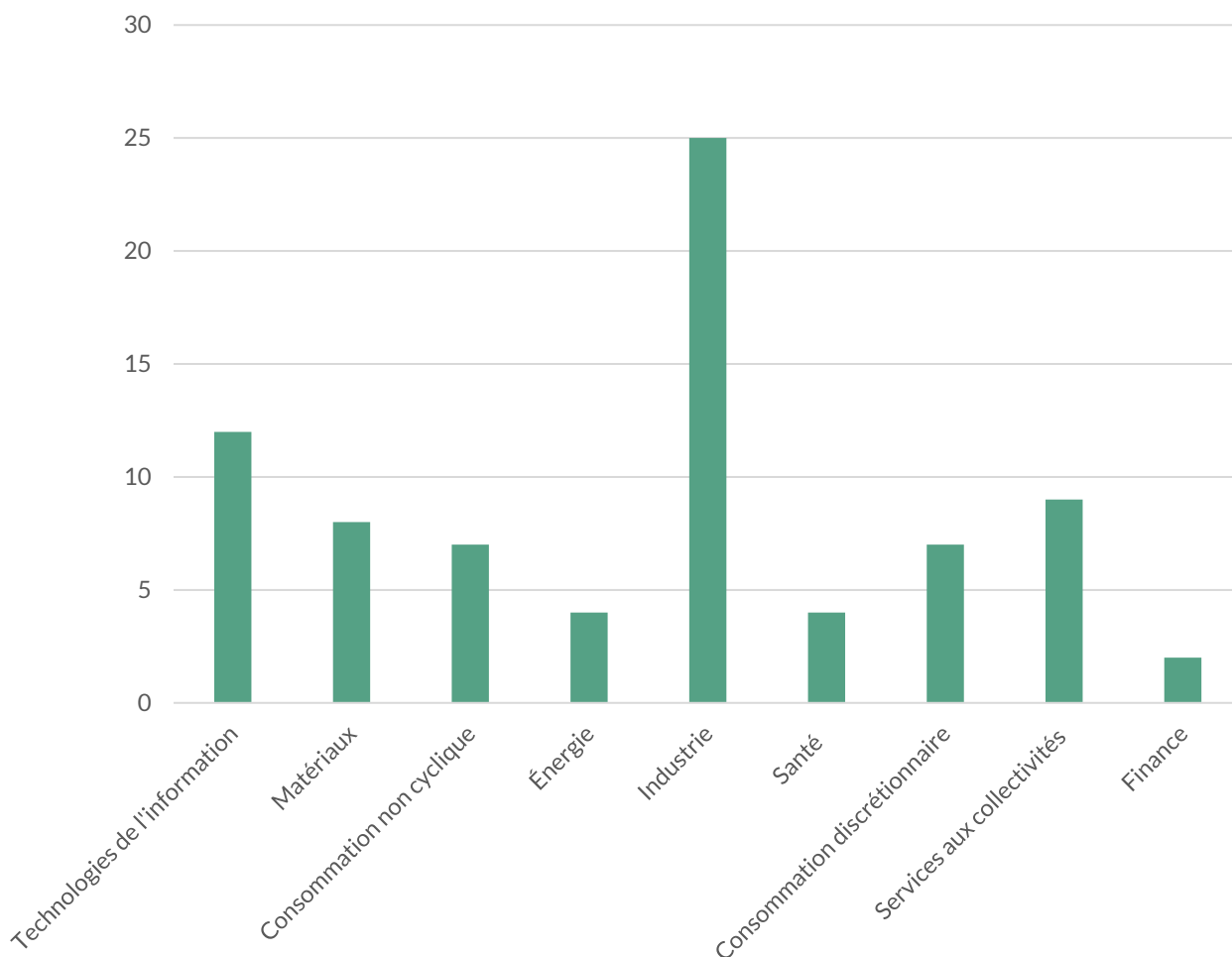
Ces démarches de dialogue ESG ont concerné des entreprises de secteurs et de pays différents. La majorité des entretiens ont eu lieu avec des sociétés françaises (37%) et américaines (15.4%), et les secteurs les plus représentés étaient l'industrie (32 %), les technologies de l'information (15%) et les services aux collectivités (11 %).

REPARTITION GEOGRAPHIQUE



Source: ODDO BHF Asset Management, 31/12/2025

REPARTITION PAR SECTEUR



Source: ODDO BHF Asset Management, 31/12/2025

LISTE DES ENTREPRISES RENCONTREES DANS LE CADRE D'UN DIALOGUE ESG EN 2025

Nom d'entreprise	Secteur	Pays de domicile
ELMOS SEMICONDUCTOR SE	Technologies de l'information	DE
HEIDELBERG MATERIALS AG	Matériaux	DE
OVH GROUPE SAS	Technologies de l'information	FR
QUADIENT SA	Technologies de l'information	FR
S.O.I.T.E.C.	Technologies de l'information	FR
TITAN CEMENT INTERNATIONAL T	Matériaux	BE
VICAT	Matériaux	FR
WAVESTONE	Technologies de l'information	FR
X-FAB SILICON FOUNDRIES SE	Technologies de l'information	BE
BAKKAFROST P/F	Consommation non cyclique	FO
Petroleos Mexicanos	Énergie	MX
SAP SE	Technologies de l'information	DE
NESTLE SA-REG	Consommation non cyclique	CH

ARCADIS NV	Industrie	NL
SANOFI	Santé	FR
KNORR-BREMSE AG	Industrie	DE
EPIROC AB-A	Industrie	SE
KERING	Consommation discrétionnaire	FR
HERMES INTERNATIONAL	Consommation discrétionnaire	FR
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUI	Consommation discrétionnaire	FR
ELIS SA	Industrie	FR
ASML HOLDING NV	Technologies de l'information	NL
TELEPERFORMANCE	Industrie	FR
DANONE	Consommation non cyclique	FR
Danone SA	Consommation non cyclique	FR
BURBERRY GROUP PLC	Consommation discrétionnaire	GB
RENAULT SA	Consommation discrétionnaire	FR
AIR LIQUIDE SA	Matériaux	FR
IBERDROLA SA	Services aux collectivités	ES
BOUYGUES SA	Industrie	FR
TECHNOPROBE SPA	Technologies de l'information	IT
ARCELORMITTAL	Matériaux	LU
ESSILORLUXOTTICA	Santé	FR
L'OREAL	Consommation non cyclique	FR
AIRBUS SE	Industrie	FR
EDP SA	Services aux collectivités	PT
TOTALENERGIES SE	Énergie	FR
ENGIE	Services aux collectivités	FR
SIEMENS AG-REG	Industrie	DE
AP MOLLER-MAERSK A/S-B	Industrie	DK
INFINEON TECHNOLOGIES AG	Technologies de l'information	DE
Industria de Diseno Textil SA	Consommation discrétionnaire	ES
Almirall SA	Santé	ES
Nestle SA	Consommation non cyclique	CH
Hermes International SCA	Consommation discrétionnaire	FR
Novonosis	Santé	DK
Nextracker	Industrie	US
Xylem	Industrie	US
Republic Services	Industrie	US
Bureau Veritas	Industrie	FR
Eaton	Industrie	US
Westinghouse Air Brake Technologies	Industrie	US
Iberdrola	Services aux collectivités	ES
Aecom	Industrie	US
Quanta Services	Industrie	US
Stantec	Industrie	CA
Cameco	Énergie	US
Emerson Electric	Industrie	US

DEME Group	Industrie	NL
MOWI	Consommation non cyclique	NO
Kemira	Matériaux	FI
Tomra Systems	Industrie	NO
Arcadis	Industrie	NL
Severn Trent	Services aux collectivités	GB
United Utilities	Services aux collectivités	GB
Tetra Tech	Industrie	US
Ormat technologies	Services aux collectivités	US
Shoals	Industrie	US
Croda	Matériaux	GB
BIC	Industrie	FR
EDF	Services aux collectivités	FR
Capgemini	Technologies de l'information	FR
Evonik	Matériaux	DE
Groupe Caisse des Dépôts	Finance	FR
RWE	Services aux collectivités	DE
BPCE	Finance	FR

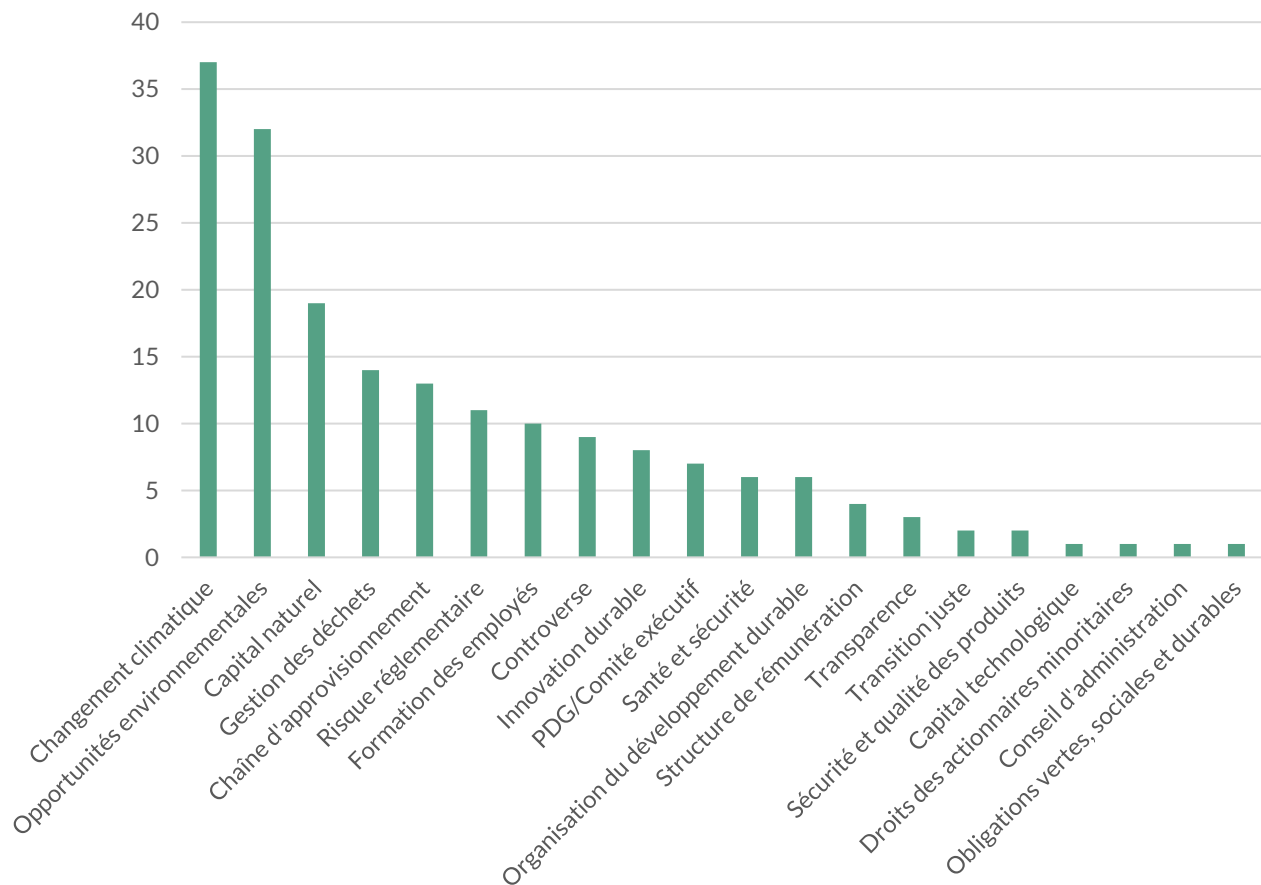
Source: ODDO BHF Asset Management, 31/12/2025

2.1 LES SUJETS ABORDES AU COURS DE NOTRE DIALOGUE

Notre processus de dialogue nous conduit à aborder des problématiques très diverses au rang desquelles figurent :

- Sur le volet environnemental : la définition d’une stratégie climatique, le contrôle des risques environnementaux le long de la chaîne de valeur, l’estimation de la part verte des activités d’une entreprise à l’aune de la taxonomie européenne, les solutions mises en place pour favoriser l’économie circulaire, la stratégie de protection de la biodiversité etc.
- Sur le volet social : la promotion de la diversité en entreprise, le respect des droits humains et des travailleurs le long de la chaîne de valeur, les investissements dans l’innovation etc.
- Sur le volet de la gouvernance : la cohérence et transparence de la politique de rémunération, la diversité dans le conseil d’administration, les politiques de contrôle des risques de corruption, la gouvernance de la stratégie de développement durable etc.

SYNTHESE DES PRINCIPAUX SUJETS ABORDES LORS DES DIALOGUES EN 2025



Source: ODDO BHF Asset Management, 31/12/2025

La « transition juste » désigne l’intégration des enjeux de justice sociale dans la transition environnementale, afin d’en garantir une mise en œuvre équitable.

03

L'ENGAGEMENT AU SERVICE D'UNE DEMARCHE DE PROGRES

ODDO BHF Asset Management considère l'engagement comme une composante importante de sa responsabilité d'investisseur envers ses clients. Notre démarche vise avant tout l'amélioration des pratiques et une plus grande transparence sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance des entreprises dans lesquelles nous sommes investis. Il ne s'agit pas d'activisme actionnarial, mais de démarches ponctuelles et traitées au cas par cas. Nous sommes convaincus que la recherche de progrès sur les enjeux extra-financiers est créatrice de valeur à long terme pour l'ensemble des parties prenantes. En outre, nous accordons une attention particulière aux éventuelles controverses, qui peuvent constituer une raison d'entamer une analyse approfondie et une action d'engagement auprès des entreprises.

3.1 NOTRE DEMARCHE POUR LES ACTIFS COTES

Notre approche d'engagement actionnarial repose sur une philosophie d'investissement à long terme de conviction qui intègre les critères financiers et environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Nous assurons un suivi des entreprises de notre portefeuille grâce à un processus structuré combinant analyses ESG internes et externes, ce qui nous permet d'identifier les risques importants, les impacts sur le développement durable et les axes d'amélioration.

L'engagement actionnarial se concrétise par des engagements individuels et des engagements collaboratifs : les engagements individuels permettent des discussions ciblées sur les problématiques propres à chaque entreprise, tandis que les engagements collaboratifs interviennent lorsque des enjeux systémiques plus larges requièrent une action collective des investisseurs. Nos procédures d'escalade, nos pratiques de vote et notre participation à des initiatives multipartites visent à promouvoir un engagement constructif et transparent et à encourager les entreprises à renforcer leur gouvernance, leurs pratiques de développement durable et leur alignement stratégique à long terme.

3.2 ENGAGEMENTS INDIVIDUELS POUR LES ACTIFS COTES

En 2025, nous avons continué notre engagement de longue date auprès d'une compagnie pétrolière et gazière d'Amérique centrale, que nous menons également en parallèle dans le cadre de l'initiative Climate Action 100+.

La société fait état d'efforts continus pour renforcer sa gestion de la santé et de la sécurité. Ses priorités incluent le renforcement de la formation à ce sujet, une application plus stricte de ses directives opérationnelles et des analyses systématiques des causes des incidents. Les sites sous-performants font l'objet d'un suivi renforcé, des mesures correctives sont mises en œuvre et les tâches à haut risque sont réexaminées afin de prévenir toute récurrence et d'améliorer la performance globale.

Concernant la transition climatique, la société a présenté une mise à jour de sa feuille de route, confirmant que ses objectifs précédemment annoncés restent inchangés. Les émissions sont principalement liées au segment Exploration et Production (E&P), qui demeure le principal axe de décarbonation. La société a fait état d'une

réduction annuelle des émissions de scope 1 et a réaffirmé son objectif d'éliminer le torchage de routine dans le secteur E&P d'ici 2030, grâce à des améliorations continues de l'utilisation du gaz. Pour rappel, le scope 1 couvre les émissions directes de gaz à effet de serre liées aux activités contrôlées par l'organisation, tandis que le scope 2 couvre les émissions indirectes de gaz à effet de serre liées à l'énergie achetée et consommée par l'organisation.

Au cours de l'année, certaines opérations ont subi des perturbations techniques temporaires qui ont entraîné une augmentation du torchage. Des mesures d'atténuation à court terme ont été mises en œuvre et des travaux sont en cours pour rétablir les conditions d'exploitation normales.

L'entreprise pourrait revoir ses objectifs climatiques prochainement dans le cadre d'une mise à jour stratégique plus large. Si les objectifs actuels sont principalement exprimés en intensité, les ambitions futures pourraient inciter à privilégier les réductions absolues des émissions.

L'entreprise a réaffirmé ses engagements climatiques plus larges, notamment des réductions significatives des émissions scope 1 dans ses principaux segments, un objectif de réduction de 30 % des émissions de méthane d'ici 2030 et une ambition à long terme d'atteindre la neutralité carbone pour les émissions scopes 1 et 2 d'ici 2050. Le méthane demeure un contributeur important à son profil d'émissions, et l'entreprise collabore avec des partenaires externes, notamment la Banque mondiale, pour évaluer et déployer des solutions de réduction.

Concernant ses plans d'investissement, l'entreprise privilégie actuellement l'efficacité et l'optimisation opérationnelle. Cependant, ses besoins en capitaux pourraient évoluer au fil du temps en fonction du développement des nouvelles technologies bas carbone. L'entreprise a étendu son reporting climatique grâce à des cadres reconnus et prévoit d'aligner ses publications futures sur les principales normes de développement durable.

3.3 ENGAGEMENTS COLLABORATIFS

Sur les sujets structurants et transversaux en matière de développement durable, ODDO BHF Asset Management considère l'engagement collaboratif comme un outil plus efficace pour obtenir des résultats concrets et mesurables sur un horizon de temps raisonnable. Nous participons dans ce cadre à de nombreuses initiatives collaboratives internationales axées sur la transition écologique et juste.



ODDO BHF Asset Management SAS a rejoint l'initiative « **Climate Action 100+** » en mars 2018. En devenant signataire, notre objectif est de participer à l'effort commun des investisseurs pour faciliter le dialogue avec les entreprises les plus émettrices de gaz à effet de serre dans le monde (169 entreprises à fin décembre 2025). Dans le cadre de cet engagement collaboratif, nous nous engageons ainsi à demander aux sociétés :

- de mettre en œuvre un cadre de gouvernance solide qui souligne clairement la responsabilité des organes de direction dans la surveillance et la gestion des risques liés au changement climatique,
- de prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre tout au long de la chaîne de valeur, conformément à l'objectif de l'Accord de Paris,
- de fournir un reporting détaillé pour permettre aux investisseurs d'évaluer la robustesse des business plans selon les différents scénarios climatiques de manière à améliorer leur décision d'investissement.

Les grands axes de travail du Climate Action 100+ au cours de 2025 furent les suivants :

- Indicateur « Net zero Company » pour mieux comprendre la performance des entreprises sur les enjeux relatifs au climat, à la réduction des émissions absolues et à la publication de performances et d'objectifs climatiques ;
- Engagement auprès des entreprises à travers de groupes de travail thématiques.

Le rapport résumant les actions réalisées en 2025 dans le cadre du Climate Action 100+ est disponible à cette adresse :

<https://www.climateaction100.org/wp-content/uploads/2026/02/CA-100-Progress-Update-2025-PDF-version.pdf>

En 2025, ODDO BHF Asset Management a participé à des engagements continus auprès de trois entreprises.

Voici un exemple d'engagements collectifs dans le cadre de l'initiative CA100+ menés auprès d'une entreprise en 2025.

Entreprise agroalimentaire européenne

Dans le cadre de Climate Action 100+, nous avons poursuivi notre engagement avec un grand groupe agroalimentaire européen afin de renforcer sa stratégie de décarbonation, en mettant l'accent sur l'agriculture régénératrice, la réduction du méthane et l'approvisionnement responsable. L'entreprise évalue actuellement comment les évolutions liées au changement climatique affectant certains intrants agricoles clés – en particulier l'alimentation animale laitière – pourraient impacter sa chaîne d'approvisionnement au cours de la prochaine décennie, et prévoit un examen stratégique de moyen terme visant à aligner ses priorités en matière de durabilité et d'achats. De petits projets pilotes sont en cours pour accompagner les agriculteurs dans l'adoption de pratiques régénératrices, même si les progrès dépendent d'une collaboration à l'échelle de la chaîne de valeur.

S'agissant de la transition juste, plusieurs leviers de décarbonation offrent des opportunités en matière de création d'emplois et de montée en compétences, tandis que les mesures plus coûteuses sont introduites progressivement afin d'éviter des impacts disproportionnés sur les fournisseurs à plus faibles revenus.



ODDO BHF Asset Management a rejoint l'initiative "CDP" en 2006. Le CDP est un système mondial de divulgation qui aide les investisseurs, les entreprises, les villes, les Etats et les régions à gérer et prendre conscience de leurs impacts environnementaux sur le changement climatique, la sécurité de l'eau et la déforestation. Aujourd'hui, près de 22 000 entreprises divulguent leurs informations selon la méthodologie de notation du CDP dans le monde. Dans le cadre de cet engagement collectif, nous participons depuis 2020 à la campagne de non-divulgation, en demandant aux entreprises de fournir une réponse à la demande de divulgation du CDP.

Entreprises engagées

En 2025, nous avons mené la campagne non-divulgation auprès de deux entreprises européennes : l'une active dans les secteurs de l'aéronautique, de la défense et de la sécurité, l'autre opérant dans l'immobilier. Nous les avons encouragées à fournir des informations via la plateforme de reporting du CDP concernant leur gestion des enjeux environnementaux – l'eau pour la première et les forêts pour la seconde. Disposer de ces données nous aide à

comprendre comment les entreprises gèrent leurs risques, se préparent aux évolutions réglementaires et identifient des pistes d'amélioration de leur performance.

Ces sollicitations sont restées sans réponse et aucune des deux entreprises n'a complété le questionnaire CDP en 2025.



ODDO BHF Asset Management a signé le **Finance for Biodiversity Pledge en 2021**, devenant ainsi membre de la **fondation Finance for Biodiversity**. Le but de la fondation est de soutenir la collaboration entre les institutions financières via différents groupes de travail sur la thématique de la perte de nature et de biodiversité. Aux côtés d'autres membres de la Finance for Biodiversity Foundation et de la World Benchmarking Alliance (WBA), nous participons à la coalition Nature Action 100. Celle-ci vise à identifier des actions prioritaires que le secteur financier peut mettre en œuvre pour atteindre les objectifs du cadre mondial pour la biodiversité et engager les entreprises les plus exposées à la perte de capital naturel.

En 2025, nous avons également initié les premiers dialogues dans le cadre de l'initiative « Fostering Action on Biodiversity through Responsible Investment in Clothing » (FABRIC, « Stimuler l'action en faveur de la biodiversité grâce à l'investissement responsable dans le secteur de l'habillement »).

Nature Action 100 : Entreprise européenne du secteur agroalimentaire

Nous avons poursuivi l'engagement lancé en 2024 avec un acteur majeur de l'industrie agroalimentaire. En 2025, l'entreprise a continué de renforcer son approche de la gestion des risques liés à la nature.

Concernant l'eau, le groupe a réalisé deux évaluations couvrant l'ensemble de ses sites, fondées sur des jeux de données publics et différentes méthodologies afin d'identifier divers types de risques. Les résultats serviront à prioriser les actions visant à améliorer l'efficacité hydrique de ses sites de production. Dans le cadre de sa participation à la phase pilote du SBTN, l'entreprise prépare une mise à jour de son cadre d'évaluation des risques pour l'aligner pleinement sur la méthodologie SBTN Water. Les enjeux liés à l'eau sont gérés via un processus d'escalade localisé lorsque certains seuils sont atteints. L'entreprise signale également une hausse du nombre de sites situés dans des zones de stress hydrique, reflétant à la fois des mises à jour des jeux de données externes et la tendance mondiale marquée d'une raréfaction croissante de la ressource en eau.

S'agissant de la biodiversité, le groupe prévoit d'améliorer son reporting extra-financier en 2025 afin d'offrir une meilleure visibilité sur les risques et opportunités liés à la biodiversité. L'évaluation repose sur une analyse géospatiale croisant l'empreinte foncière de ses localisations avec des bases de données internationales telles que le World Database of Protected Areas du PNUÉ et les Key Biodiversity Areas de l'UICN. Cela permet d'identifier les zones sensibles tant au niveau des sites de l'entreprise que des matières premières clés.

Par ailleurs, le groupe structure une feuille de route pluriannuelle pour étendre sa cartographie actuelle de résilience climatique à la biodiversité. En 2026, il prévoit de publier des données sur son empreinte foncière ainsi que la part de matières premières prioritaires exposées aux zones de haute valeur écologique, puis en 2027 des informations sur la couverture des zones sensibles par les actions menées, ainsi qu'une carte globale illustrant les principaux paramètres de dépendance. Ce plan formalise l'ambition de l'entreprise de construire progressivement une vision plus systématique de sa résilience vis-à-vis des enjeux naturels.

Enfin, les progrès se poursuivent également en matière d'agriculture régénératrice. Un projet interne de R&D mené avec une organisation internationale reconnue vise à produire des preuves scientifiques des bénéfices de résilience liés aux pratiques régénératrices, notamment en évaluant les rendements en conditions climatiques extrêmes.

Fostering Action on Biodiversity through Responsible Investment in Clothing (FABRIC, « Stimuler l'action en faveur de la biodiversité grâce à l'investissement responsable dans le secteur de l'habillement »)

En 2025, nous avons participé à l'initiative « Fostering Action on Biodiversity through Responsible Investment in Clothing » (FABRIC) et engagé le dialogue avec trois entreprises, allant de la fast fashion au luxe. L'initiative cible le secteur de l'habillement car ses impacts sur le climat et la biodiversité sont particulièrement importants, représentant par exemple environ un tiers de la pollution aux microplastiques.

Les entreprises du secteur disposent de bases de données connues et publiques pour réaliser leurs évaluations d'impact, comme ENCORE, ainsi que de cadres de référence pour structurer leur approche biodiversité (par exemple la TNFD) ou fixer des objectifs (SBTN). Le niveau d'avancement varie sensiblement entre les entreprises que nous avons engagées.

En matière de traçabilité, les grands groupes de fast fashion disposent de chaînes d'approvisionnement complexes et très fragmentées, rendant impossible une traçabilité jusqu'à l'exploitation agricole. À l'opposé, les acteurs du luxe ont souvent une cartographie claire de leurs matières premières, moins nombreuses et plus spécifiques, souvent sourcées localement, mais sont réticents à publier ces informations, jugées sensibles sur le plan concurrentiel. Dans les deux cas, l'un de nos objectifs a été d'encourager une transparence accrue. Les deux types d'acteurs recourent à des certifications pour leurs matières clés, ce qui constitue un point positif, même si des exigences formelles de taux d'adoption ne sont pas toujours fixées en raison de la longueur des processus de certification et de renouvellement.

Sur le volet gouvernance, nous avons salué le fait que la biodiversité puisse être supervisée au niveau des instances dirigeantes, mais constaté que l'immaturation des méthodologies disponibles rend pour l'instant très difficile l'intégration d'indicateurs de rémunération liés à la biodiversité.



ODDO BHF Asset Management est membre du **FIR (Forum pour l'Investissement Responsable)**, l'association française multi-acteurs faisant partie de l'EuroSif, dont l'objet social est de promouvoir et développer l'investissement responsable et ses bonnes pratiques

Le groupe de travail FIR sur le travail forcé et le travail des enfants en collaboration avec RHSF

La société civile, désormais suivie par les gouvernements, renforce sa mobilisation pour inciter les entreprises à exercer leur obligation de diligence à l'égard des abus concernant les droits de l'homme dans leurs chaînes d'approvisionnement, y compris le travail des enfants et le travail forcé.

Les entreprises font des efforts pour respecter le cadre réglementaire, mais les concentrent souvent sur la gestion des risques pesant sur la société même (juridique, réputation, financier, etc.) en omettant ceux qui pèsent sur les personnes. Les mesures de vigilance qu'elles mettent en œuvre (identification, évaluation, prévention, réparation des risques, etc.) ont un impact faible voire nul sur la situation des personnes exposées, qui restent tout aussi vulnérables à ces risques.

Les investisseurs jouent pourtant un rôle majeur pour influencer les comportements des entreprises. Dans le cadre de son programme d'action-recherche, RHSF (Ressources Humaines Sans Frontières), en collaboration avec le FIR, a mis en place un projet expérimental pour co-construire une méthode d'analyse des entreprises en termes de risques auxquels sont exposées les personnes. ODDO BHF Asset Management a rejoint cette initiative dès son lancement en 2021 avec huit investisseurs basés à Paris.

Entreprise automobile européenne

En 2025, nous avons poursuivi notre engagement avec une entreprise du secteur automobile concernant la gestion des risques de travail forcé et de travail des enfants. L'année précédente, l'entreprise avait déjà développé une approche structurée pour sa matière première principale, et nous l'avions encouragée à étendre cette analyse à d'autres matériaux ainsi qu'à mieux intégrer les facteurs de risque contextuels.

Les publications récentes montrent des avancées claires. L'entreprise propose désormais une présentation plus structurée et plus accessible de ses efforts de diligence raisonnable, incluant une transparence renforcée sur les évaluations de risques couvrant un plus grand nombre de matières premières – un point important de nos recommandations précédentes.

Pour les prochaines étapes, l'entreprise pourrait intégrer explicitement les facteurs internes et externes influençant ces risques dans sa méthodologie. En effet, bien que l'entreprise fournisse un éventail d'initiatives concrètes et d'exemples en faveur d'un approvisionnement responsable, ces actions ne s'inscrivent pas encore dans une stratégie pleinement harmonisée et exhaustive. Une articulation plus claire de la manière dont ces initiatives s'intègrent à un cadre unifié de gestion des risques renforcerait l'approche globale de l'entreprise.

04 POLITIQUE DE VOTE

4.1 EXERCICE DES DROITS DE VOTE DE L'ANNEE 2025

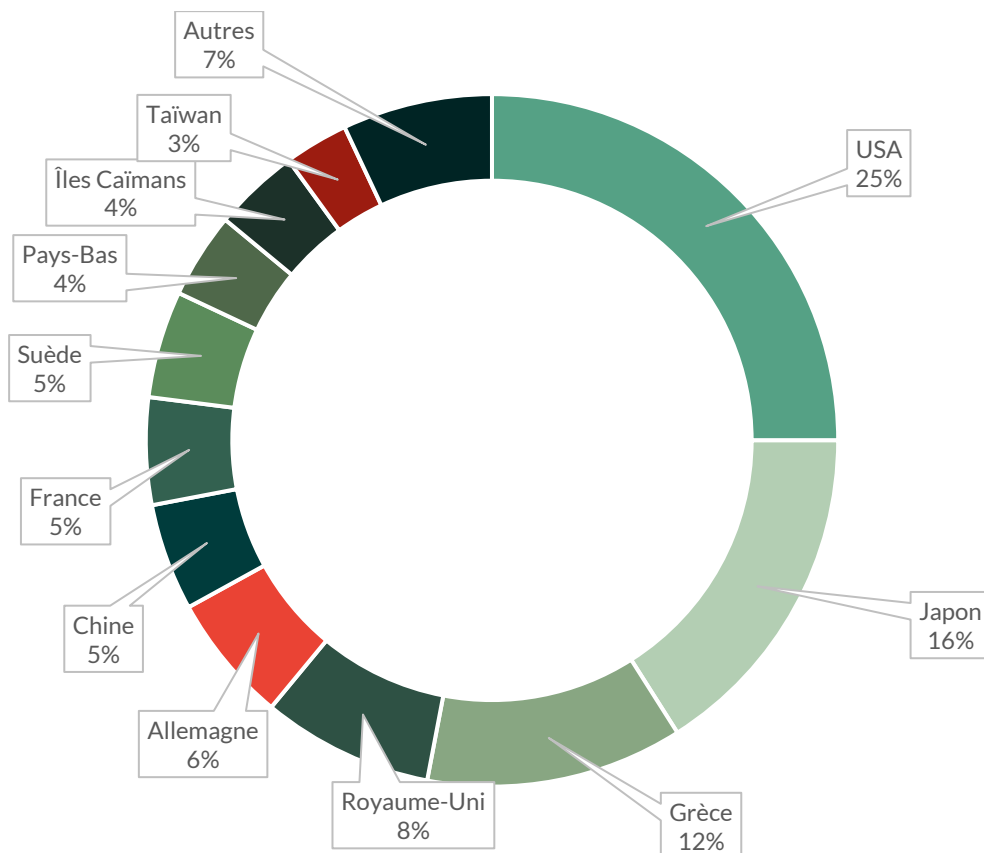
Conformément à l'article L.533-22.I du code monétaire et financier, ODDO BHF Asset Management Lux présente dans ce rapport les conditions dans lesquelles elle a exercé les droits de vote aux assemblées générales des actionnaires sur l'exercice 2025 des émetteurs détenus par les portefeuilles dont elle assure la gestion

4.2 STATISTIQUES GLOBALES DES VOTES

Pour l'exercice 2025, ODDO BHF Asset Management Lux a voté à **100 assemblées générales**, ce qui représente 1417 résolutions.

25% des assemblées générales au cours desquelles nous avons voté étaient au USA, 16% au Japon et 12% en Grèce.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES ASSEMBLEES GENERALES VOTEES EN 2025



*AUTRES: Corée du Sud, Canada, Irlande, Italie, Jersey

Sources: ISS, ODDO BHF Asset Management Lux, 31/12/2025

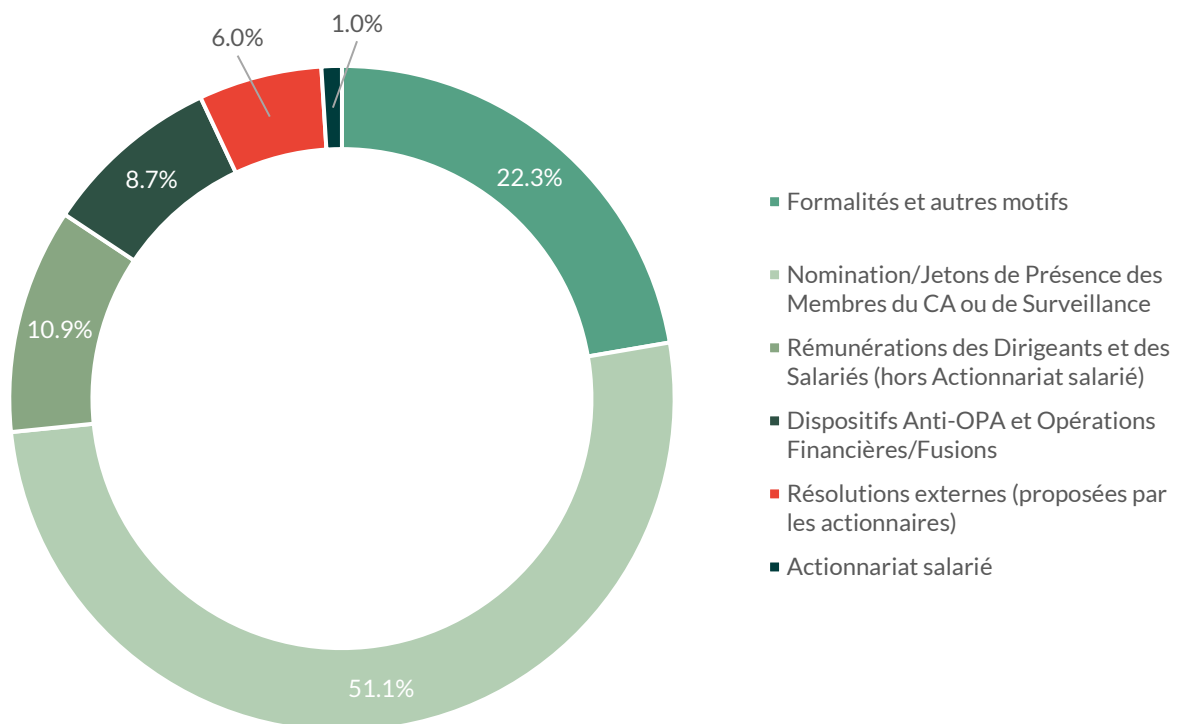
Les votes « Contre » ont représenté **15%** et les votes « Pour » **85%** des résolutions votées.

REPARTITION DES DECISIONS DE VOTE

Instruction de vote	Décompte des instructions de vote
Contre	213
Pour	1200
Non-exercice	4
Total	1417

Par catégories, nos votes de l'exercice 2025 ont concerné majoritairement les nominations et les honoraires des conseils d'administration ou de surveillance (51%), les formalités et autres motifs pour 22% (approbation des comptes, modifications statutaires, nomination et rémunération des Commissaires aux Comptes) et la rémunération des dirigeants et des salariés (11%).

REPARTITION DES VOTES PAR CATEGORIES

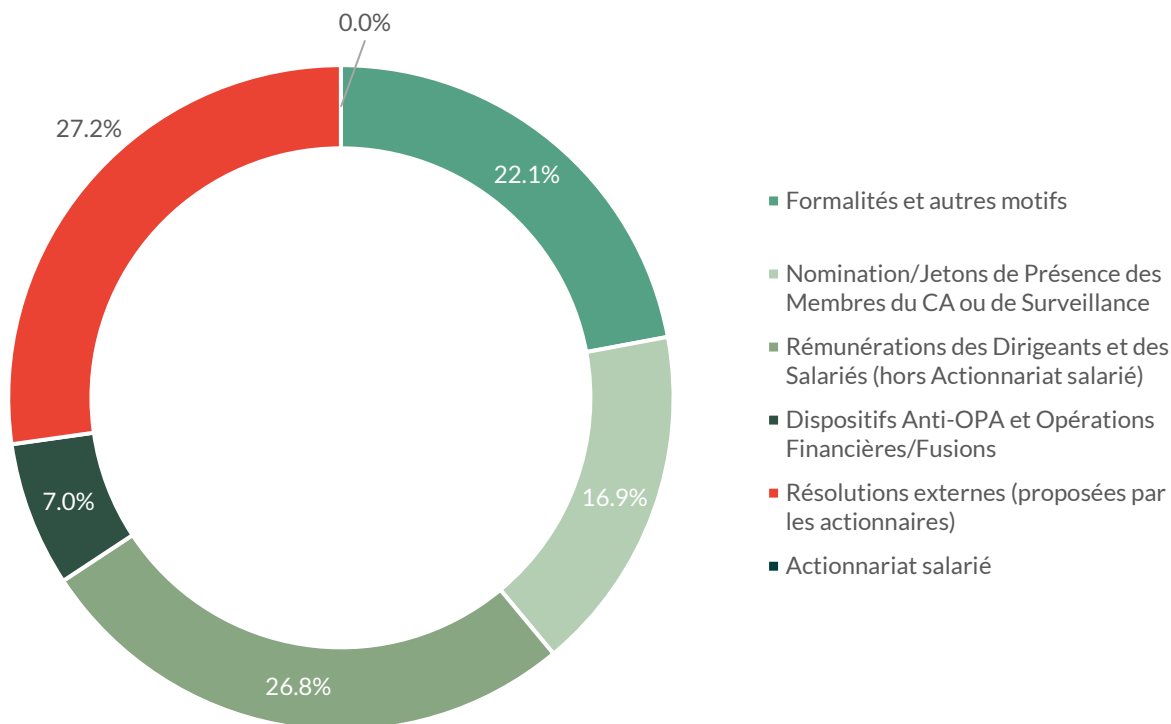


Sources: ISS, ODDO BHF Asset Management Lux, 31/12/2025

4.3 ANALYSE DES VOTES D'OPPOSITION

En 2025, ODDO BHF Asset Management Lux s'est opposé à 213 résolutions. La majorité des votes d'opposition se sont concentrés sur les résolutions externes (27%), la rémunération des dirigeants et salariés (27%) et les formalités et autres motifs (22%).

REPARTITION DES VOTES D'OPPOSITION PAR CATEGORIES



Sources: ISS, ODDO BHF Asset Management Lux, 31/12/2025

Pour rappel, notre politique de vote détaille nos principes de votes sur plusieurs thématiques : approbation des comptes et gestion, conseil d'administration et fonctionnement, rémunération des dirigeants, résolutions relatives au capital, propositions des actionnaires, aspects environnementaux, aspects sociaux etc.

Pour plus d'informations, veuillez vous référer à notre politique de vote, disponible publiquement sur notre site internet.

Voici des exemples d'assemblées générales pour lesquelles nous n'avons pas suivi les recommandations du management au cours de l'année 2025.

LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUITTON (FRANCE) – VÊTEMENTS, ACCESSOIRES ET ARTICLES DE LUXE

Rémunération du PDG

Lors de l'assemblée générale de LVMH Moët Hennessy du 17 avril 2025, nous avons voté CONTRE la rémunération de Bernard Arnault, président-directeur général.

En effet, il y a un manque de transparence quant à l'atteinte des objectifs de performance liés aux STI et aux LTIP acquis cette année, ainsi que des critères de performance pour les LTI octroyés qui ne sont pas particulièrement exigeants. De plus, la prime annuelle est restée inchangée depuis 2021, ce qui soulève des doutes quant à son adéquation avec les performances effectives.

SYNOPSYS, INC. (ÉTATS-UNIS) – LOGICIELS

Ratification des auditeurs

Lors de l'AGA du 10 avril 2025, nous avons voté CONTRE la résolution de la direction concernant la désignation de l'auditeur proposé, KPMG LLP, qui audite la société depuis 33 ans. ODDO BHF Asset Management porte une attention particulière à l'indépendance et à la transparence sur la nomination des auditeurs : un vote contraire est recommandé si le mandat dépasse 10 ans.

4.4 RÉSOLUTIONS DÉPOSÉES PAR DES ACTIONNAIRES (NON AGRÉÉES PAR LE CONSEIL)

Sur l'exercice 2025, ODDO BHF Asset Management Lux a voté sur 85 résolutions externes déposées par des actionnaires avec 27 votes « Pour » et 58 votes « Contre ».

Exemples de résolutions d'actionnaires soutenues par ODDO BHF Asset Management Lux:

- Deere & Company (États-Unis) : Nous avons voté en faveur de la résolution d'actionnaire demandant à l'entreprise de publier un rapport sur un audit des droits civiques.
- The Coca-Cola Company (États-Unis) : Nous avons voté en faveur de la résolution d'actionnaire demandant à l'entreprise de fournir une évaluation tierce de la sécurité des édulcorants sans sucre.
- Microsoft Corporation (États-Unis) : Nous avons voté en faveur de la résolution d'actionnaire demandant à l'entreprise de rendre compte de l'impact des centres de données sur ses engagements climatiques.

4.5 ÉCART PAR RAPPORT À LA POLITIQUE DE VOTE

Pendant l'exercice 2025, ODDO BHF Asset Management Lux ne s'est pas écarté de sa politique de vote interne.

Le gestionnaire de portefeuille prend la décision de vote ultime conformément à la politique de vote interne, mais d'autres considérations, comme la taille de l'entreprise ou sa structure actionnariale, peuvent entraîner un choix différent.

4.6 GESTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

ODDO BHF Asset Management Lux n'a pas rencontré de situation de conflits d'intérêts dans le cadre des votes effectués au titre de l'exercice 2025.

ODDO BHF ASSET MANAGEMENT LUX (LUXEMBOURG)

Agrée et supervisée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)
Registre du commerce: B 29891

6, rue Gabriel Lippmann
L-5365 Munsbach
Luxembourg

am.oddo-bhf.com



ODDO BHF
ASSET MANAGEMENT